



PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 04-2544

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Société LUCART France
à
SAINTE SAVINE ET TORVILLIERS

ARRETE COMPLEMENTAIRE

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National de Mérite

- VU** l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ayant abrogé la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU** le Code de l'Environnement,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 18, 20 et 20-1,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 01-1477 A du 14 mai 2001,
- VU** l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière,
- VU** la demande déposée le 16 juin 2003 à la Préfecture de l'Aube par laquelle la société LUCART France dont le siège social est situé RN 60 – ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE DE CORPS sollicite l'autorisation d'exploiter sur le territoire des communes de Torvilliers et Sainte Savine un bâtiment de stockage et une chaîne de transformation de papier complémentaires à l'unité de fabrication de papier à usage sanitaire et domestique,
- VU** les compléments apportés par l'exploitant dans ses courriers du 12 janvier 2004 et du 07 avril 2004,

VU le rapport de l'inspection en date du 08 avril 2004,

VU l'avis du CDH en date du 11 mai 2004,

CONSIDERANT que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient en conséquence de prévoir des mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets,

CONSIDERANT que l'autorisation peut être accordée compte tenu que les impacts du projet peuvent être limités par les dispositions prévues par le demandeur dans son dossier et par celles prescrites dans le présent arrêté,

CONSIDERANT que le projet a été porté à la connaissance de l'exploitant et qu'il n'a formulé aucune observation sur sa teneur,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,

A R R E T E

TITRE I - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} - OBJET

Les articles de l'arrêté préfectoral n°01-1477 A du 14 mai 2001 sont modifiés par les dispositions suivantes :

L'article 1.1. Activités autorisées est remplacé par le texte suivant :

La société LUCART France, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé RN 60 – ZI de TORVILLIERS est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE, des installations de fabrication et de transformation de papier sanitaire et domestique à base d'ouate de cellulose.

Ces installations sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation et classement	Localisation (n° de bâtiment)	Régime	Taxe
1530-1°	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 20 000 m ³	Stockage de : - Bobines de papier V = 36 000 m ³ - Pâte à papier V = 45 000 m ³ - Produits finis V = 64 000 m ³ - Palettes V = 1 400 m ³ V total = 146 400 m ³	9 - 10 14 - 15 6 – 7 –22 Extérieur	A	-
2260-1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Broyage de substances végétales et organiques (pâte à papier) Puissance totale installée : 1,2 MW	11	A	1
2440	Fabrication de papier, carton	Fabrication de papier de classe I (selon A.M. du 03/04/2000). Capacité de production : 100 t/ j	11	A	1
2445-1	Transformation du papier, carton	Capacité de production autorisée : 200 t/j - Ligne F1 : 40 t/j - Ligne F2 : 30 t/j - Ligne F3 : 32 t/j - Ligne F4 : 18 t/j - Ligne F5 : 40 t/j	5 5 5 8 8	A	-
2910-A1	Combustion. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique de l'installation étant supérieure ou égale à 20 MW	- Installation de chauffage des bâtiments de transformation : 2 x 2 MW - Chaudière à gaz pour les besoins de la machine à papier : 13,4 MW - Brûleurs à gaz : 8 MW Puissance totale : 25,4 MW	5 12 11	A	1
2920-2a	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa. La puissance absorbée étant supérieure à 500 kW	Installation de compresseurs d'air Puissance absorbée : 500 kW	5 - 11	A	-
2940-1a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit,...sur support quelconque. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé "au trempé". Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être présente dans l'installation est supérieure à 1 000 l	Application et séchage de colle par procédé au trempé. Quantité totale de colle en phase aqueuse susceptible d'être présente dans l'installation : 20 000 l	5-8	A	1

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation et classement	Localisation (n° de bâtiment)	Régime	Taxe
1175-2	Emploi de liquides organohalogénés pour la mise en solution, l'extraction,... La quantité de liquides organohalogénés étant supérieure à 200 l mais inférieure ou égale à 1 500 l	Atelier de dégraissage utilisant des liquides organohalogénés - Quantité : 200 l/ an	12	D	-
1412-2b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	Quantité totale de propane : 15 t	Extérieur	D	-
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité	Installations de remplissage avec du propane de réservoir alimentant des moteurs de chariots élévateurs	Extérieur	D	-
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts étant supérieure ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	V = 9 600 m ³ V = 10 625 m ³ Quantité maximale stockée : 2 000 t	12 16	D	-
2940-2b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit,...sur support quelconque. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction,...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kg/j mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Atelier d'impression sur papier avec de l'encre à l'eau Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre : 80 kg/ j	5 - 8	D	
1418-3	Stockage ou emploi de l'acétylène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	Quantité stockée : - 2 bouteilles de 6 m ³ - 1 bouteille de 8,5 m ³ Total : 20,5 m ³ ou 23 kg	12	NC	
1432	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables visés par la rubrique 1430, lorsque la capacité équivalente est inférieure à 10 m ³	Stockage de 2 ^{ème} catégorie : - Fioul domestique : 3 m ³ Coefficient d'équivalence : 1/5 Capacité équivalente du stockage : 0,6 m ³	20	NC	
1630-2	Emploi ou stockage de lessive de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Dépôt de soude caustique de 5 t	12	NC	

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation et classement	Localisation (n° de bâtiment)	Régime	Taxe
1721-4b	Installations comportant des équipements mobiles contenant des substances radioactives sous forme de source scellées conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003. Contenant des radionucléides de groupe 4 et dont l'activité total est inférieure à 37 GBq (1 Ci)	Utilisation de sources radioactives scellées au Krypton 85 - groupe 4 dont l'activité est de 0,7 Ci	11	NC	1
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance totale installée : 7,5 kW	12	NC	
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 10 kW	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération : - 2,8 KW - 5 KW	5 6	NC	-
2930-1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur. La surface de l'atelier étant inférieure à 500 m²	Surface de l'atelier : 400 m²	12	NC	-

A – Autorisation

D – Déclaration

NC – Non classable

L'article 3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau est remplacé par le texte suivant :

L'eau utilisée dans l'établissement a trois origines :

- le réseau public de distribution d'eau potable de l'agglomération troyenne à des fins domestiques, une partie des besoins incendie et au nettoyage des matériels d'encrage des chaînes de transformation.. Le prélèvement moyen est de l'ordre de 10 m³/heure.
- 3 forages équipés de pompes permettant de prélever dans la nappe phréatique sont utilisés pour les eaux de process des ateliers et éventuellement pour les besoins en cas d'incendie. La consommation moyenne est de 63 m³/h (hors période d'essai et de démarrage des installations).
- en cas d'insuffisance de la nappe (niveau bas de la nappe fixé à 106 m NGF) un appoint en eau provenant du réseau public de distribution est prévu pour alimenter le process industriel.

L'article 15.2. Nature des déchets produits est remplacé par le texte suivant :

Référence nomenclature	Nature du déchet	Q annuelle produite en tonne	Filière de traitement
16 03 06	Ouate (loupés et chutes)	4 100 t	Recyclage dans le procédé
03 03 11	Boue de la station interne	500 t	Recyclage dans le procédé
15 01 01	Cartons	110 t	Valorisation externe
15 01 02	Films polyéthylène	80 t	Valorisation externe
15 01 03	Palettes	55 t	Valorisation externe
	Caisses bois - planches	50 t	Valorisation externe
15 01 04	Fil de fer	80 t	Valorisation externe
20 01 40	Ferraille	40 t	Valorisation externe
20 03 01	Ordures ménagères	250 t	Tri et centre de stockage de classe 2
16 10 02	Eaux de lavage (encres)	84 t	Incinération avec récupération d'énergie
13 01 13*	Huiles claires	10 t	Valorisation externe
13 01 10*	Huiles souillées	10 t	Valorisation externe
13 05 08*	Déchets séparateurs eau - Hydrocarbures	3,5 t	Valorisation externe
15 01 10*	Containers plastiques	15 t	Valorisation externe
20 01 35*	Fournitures informatiques	1 t	Valorisation externe
15 01 05	Containers 1000 litres	30 t	Valorisation

L'article 16.2 – Gardiennage est remplacé par le texte suivant :

Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont effectuées suivant une consigne établie par l'exploitant qui définit la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

L'équipe de gardiennage est placée sous l'autorité d'un responsable Sécurité Incendie. Cette équipe sera spécifiquement formée à la Sécurité et à l'intervention en cas de sinistre.

Les bâtiments n°5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 16, 20, 22 sont équipés de systèmes de détection incendie avec alarme sonore centralisée au bureau de gardiennage.

Une procédure définit l'accès au site pour les visiteurs et entreprises extérieures. Elle définit l'accueil sur le site et l'accès aux bâtiments. Toute entreprise extérieure appelée à intervenir dans l'établissement est informée des consignes de sécurité à respecter. Un livret d'accueil indiquant les règles d'accès, de circulation, l'interdiction de fumer et le numéro des secours lui est remis.

A l'article 17 - Dispositions constructives le premier paragraphe est remplacé par :

Nature des bâtiments

La numérotation des différents bâtiments et ouvrages correspond à l'état suivant :

Numéro	Type d'activité	Numéro	Type d'activité
1	Contrôle entrée – sortie – surveillance	11	Machine production de papier
2	Bureaux administratifs	12	Atelier
3	Parking employés	13	Atelier (station de prétraitement des effluents)
4	Parking camions	14	Hall matière première
5	Transformation	15	Hall matière première
6	Stockage produits finis – quai de chargement	16	Stockage chutes et mandrins
7	Stockage produits finis	18	Local Gaz et HT
8	Transformation	19	Local BT
9	Stockage bobines	20	Bâtiment Incendie
10	Stockage bobines	22	Stockage produits finis

Le titre de l'article 17.1. est remplacé par : Exutoires de fumées (bâtiments 1, 2, 5, 6 ,7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 22)

L'article 17.1. est remplacé par le texte suivant :

Les toitures des bâtiments comportent au moins sur 2 % de leur surface, des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont intégrés dans ces éléments, des exutoires de fumées et de chaleur dont la surface représente au moins 1 % de la toiture.

Ces exutoires seront à commande automatique et manuelle avec :

- ouverture automatique par fusible thermique incorporé
- boîtier de commande manuel général ramené sur un mur du bâtiment facilement accessible depuis une issue et signalé.

L'article 17.3. – Isolement recoupement des installations est remplacé par le texte suivant :

Les différents bâtiments reliés entre eux par des passages couverts, sont néanmoins séparés entre eux comme suit :

	5	6	7	8	9	10	11	22
5	X	1 sas équipé de 4 portes coupe-feu (2 à chaque extrémités)	X	2 sas équipés chacun de 2 portes accordéon à leurs extrémités	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	X	X	X
6	1 sas équipé de 4 portes coupe-feu (2 à chaque extrémités)	X	2 sas équipés chacun de 2 portes accordéon à leurs extrémités	X	X	X	X	X
7	X	2 sas équipés chacun de 2 portes accordéon à leurs extrémités	X	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	X	X	X	1 sas équipé de portes coupe-feu côté bâtiment 22 et de porte accordéon côté bâtiment 7
8	2 sas équipés chacun de 2 portes accordéon à leur extrémité	X	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	X	X	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	X	2 sas équipés chacun de portes coupe-feu côté bât 22 et de porte accordéon côté bât 8
9	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	X	X	X	X	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	Rideau d'eau	X
10	X	X	X	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	1 sas équipé de porte accordéon à chacune de ses extrémités	X	X	X
11	X	X	X	X	Rideau d'eau	X	X	X
22	X	X	1 sas équipé de portes coupe-feu côté bât 22 et de porte accordéon côté bât 7	2 sas équipés chacun de portes coupe-feu côté bât 22 et de porte accordéon côté bât 8	X	X	X	X

Tous les sas de liaisons sont sprinklés et équipés à chacune de leur extrémité soit de portes en matériaux incombustibles M0, soit de porte coupe-feu 2 h.

La diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible par la mise en place, en partie haute, d'écrans sur 1 mètre de hauteur environ permettant la délimitation de cantonnement de fumées à des surfaces inférieures ou égales à 1 600 m².

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal d'un mois une étude technique visant à justifier de l'efficacité des moyens mis en place pour séparer le bâtiment 9 et le bâtiment 11. Cette étude précise notamment le dimensionnement des équipements mis en œuvre ainsi que la maintenance et/ ou les vérifications périodiques correspondantes.

L'article 19.11 - Prévention des incendies est remplacé par le texte suivant :

19.11. Consignes générales de sécurité

19.11.1. Consignes générales

Des consignes générales de sécurité sont rédigées de manière compréhensible par tout le personnel, elles précisent :

- les règles d'utilisation et d'entretien du matériel,
- les mesures à prendre en cas d'accident, d'incendie, de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ou de pollution accidentelle (procédures d'alerte, appel du responsable de l'établissement, appel des Services d'Incendie et de Secours, moyens d'extinction à utiliser,...),
- les conditions imposées aux personnes étrangères à l'entreprise séjournant ou appelées à intervenir dans l'établissement,
- les opérations qui doivent être exécutées avec une autorisation spéciale et qui font l'objet de consignes particulières (permis de feu,...),
- les personnes autorisées à donner des autorisations spéciales ou à intervenir,
- l'accueil et le guidage des secours,
- les mesure à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie (plan d'évacuation,...).

19.11.2. Consignes relatives à la prévention des risques d'incendie

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones d'activité, il est interdit :

- de fumer,
- d'apporter des feux nus,
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Une procédure précise les modalités d'organisation en terme de sécurité lors de la préparation et du suivi des travaux effectués par des entreprises extérieures. Il a pour but de gérer les risques potentiels induits par les travaux.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement doit s'effectuer sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses. Ces consignes sont tenues à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

Tous les travaux d'aménagement ou de réparation sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne peuvent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu.

Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables.

Des visites de contrôles sont effectuées après toute intervention.

19.11.3. Affichage - Diffusion

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous une forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Les consignes relatives à la procédure de lutte contre l'incendie, sur lesquelles figure le n° d'appel des sapeurs-pompiers, sont de plus affichées en tous endroits jugés utiles et notamment à proximité des postes téléphoniques.

Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible en indiquant qu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la norme NFS 60-303.

L'article 20.1. - Consignes générales de sécurité est abrogé

L'article 20.2. – Matériel est remplacé par le texte suivant :

La source d'eau principale pour les besoins en eau incendie du site est constituée de 3 réserves d'eau alimentées par de l'eau des forages et de l'eau du réseau public de distribution :

- 2 réserves de 1 100 m³ chacune servant au réseau sprinkleur
- 1 réserve de 1 000 m³ servant au réseau des poteaux incendie.

Ces réserves sont équipées d'une pomperie alimentant les réseaux sprinkleur et poteaux incendie sous pression de 8 bars.

Réseau sprinkler : les bâtiments 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 (sauf parties humides, chaufferies, chaudière, et locaux électriques), 12, 16, 20, 22 sont équipés d'un réseau sprinkler sous pression.

Réseau RIA : les bâtiments 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 16 et 22 sont équipés de robinets d'incendie armés conformes à la règle R5 de l'APSAD et à la norme AFNOR 562-201, alimentés par le réseau d'eau potable à une pression de 2,5 bars avec 4 postes alimentés simultanément. Ces robinets sont positionnés près des accès.

Réseau poteaux d'incendie : l'établissement dispose de 19 poteaux d'incendie implantés à 100 mètres les uns des autres, à plus de 10 mètres des bâtiments et accessible aux engins d'incendie.

Extincteurs : chaque atelier sera équipé d'extincteurs d'une classe adaptée aux risques. Ceux-ci seront implantés à proximité des postes de travail et des issues et signalés conformément aux normes en vigueur.

L'article 22 - Stockage et emploi d'acétylène est abrogé.

L'article 24 – Installations de combustion est remplacé par le texte suivant :

Les dispositions :

- de l'arrêté du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations de combustion existantes d'une puissance supérieure à 20 MW,
- du décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif au rendement et à l'équipement des chaudières,
- du décret n° 98-833 du 16 septembre 1998 relatif au contrôle périodique des installations consommant de l'énergie thermique,

sont applicables à ces installations.

L'article 25 - stockage de gaz combustible liquéfié est remplacé par le texte suivant :

Les dispositions de l'arrêté du 24 août 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414 - Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés sont applicables.

ARTICLE 2 - ECHEANCIER

Le présent arrêté est applicable à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois à dater de la notification à l'exploitant et de la publication de l'avis au public dans la presse locale.

ARTICLE 4 - PUBLICITE

Une copie de cet arrêté, accompagnée d'un exemplaire de la demande et des plans annexés, sera déposée aux archives des Mairies de Torvilliers et Ste Savine pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Le dit arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis sera affiché pendant un mois aux mairies de Torvilliers et Sainte Savine et en permanence, de façon visible, dans l'établissement.

Un procès verbal relatant l'accomplissement de ces formalités sera adressé à la Préfecture - Direction des Politiques de l'Etat - Bureau de l'Environnement.

ARTICLE 5 - EXECUTION

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,
- Messieurs les Maires de TORVILLIERS et SAINTE-SAVINE,
- Madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie en sera adressée également, à titre d'information, à M. le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours,

Un extrait de cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

TROYES, le 23 JUIN 2004
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général, par intérim,

Signé : Gilles CANTAL